

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Mes collègues du comité directeur, venus de Belgique, de France et des Pays-Bas, et moi-même avons récemment eu une conversation intéressante avec le Commissaire européen à l'agriculture, M. Wojciechowski. Notre première impression est positive. Le Commissaire s'est montré ouvert et concrètement intéressé par ce qui pourrait, de notre point de vue, améliorer la situation des producteurs et productrices de lait. Il nous a écoutés et nous a indiqué qu'il comptait poursuivre le dialogue avec l'European Milk Board.

Que voulions-nous lui communiquer ? Il n'existe toujours pas d'instrument contre les crises chroniques du secteur laitier. Il est donc important pour nous que la Commission européenne continue d'explorer des approches positives de gestion des crises. Lors de notre rencontre, nous avons donc mis l'accent sur la réduction volontaire des volumes. Celle-ci doit être ancrée dans la loi lors des négociations sur la réforme de la Politique agricole commune. Tout est une question de volume ! Nous avons exposé au Commissaire à l'agriculture qu'une surproduction nocive doit être endiguée rapidement. La future PAC doit donc aussi prévoir de plafonner les volumes de lait des autres producteurs pendant la période de réduction volontaire de la production. En cas de crise grave, elle doit également donner la possibilité de procéder à une réduction obligatoire temporaire pour tous les producteurs – le but étant de prémunir le secteur contre les situations de crise.

Lors de notre discussion avec le Commissaire à l'agriculture, nous avons également évoqué l'Observatoire du marché du lait MMO. Sa fonction actuelle doit être étendue afin que cette institution ne se contente pas « d'observer » et d'échanger des informations mais qu'elle ait un véritable pouvoir d'action. Nous avons formulé des recommandations concrètes, comme par exemple l'intégration des coûts complets dans l'analyse du marché et – c'est crucial – l'élaboration et l'adoption de propositions concrètes de mesures à mettre en œuvre par le secteur en fonction de l'état du marché. Pour les producteurs et productrices de lait, il est important que l'Observatoire devienne proactif !

Les coûts actuels auxquels font face les producteurs de lait allemands montrent que nous sommes encore loin de prix du lait rémunérateurs. Vous trouverez un article sur la mise à jour des coûts dans ce numéro de notre bulletin d'information. Deux articles décrivent le grand écart que nos collègues baltes doivent réaliser entre, d'une part, les exigences croissantes de la société à leur égard et, d'autre part, des paiements directs qui ne suivent pas. Je vous recommande également l'article sur le rapport entre les veaux et les canaris...

Je vous souhaite une bonne lecture de ces contributions de nos pays membres !

Kjartan Poulsen, membre du comité directeur de l'EMB et président du LDM Danemark

EMB bulletin mars 2020

- Les agriculteurs de Lituanie, Lettonie et Estonie manifestent à Bruxelles pour une politique agricole plus équitable
- Pour une production laitière écologique et socialement et économiquement durable
- Des veaux et des canaris
- Allemagne : des coûts de production de 43,71 ct/kg en octobre 2019 face à un prix de seulement 34,23 ct/kg
- APROLEP fête ses 10 ans et prépare l'avenir du secteur laitier « Die faire Milch » en Allemagne

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Les agriculteurs de Lituanie, Lettonie et Estonie manifestent à Bruxelles pour une politique agricole plus équitable

© EMB

Les producteurs baltes demandent un alignement des paiements directs. L'European Milk Board en appelle également à toutes les institutions de l'UE de s'engager en faveur de l'intégration dans la PAC d'un instrument efficace

de gestion de crise.

Pour l'association lituanienne des producteurs de lait (LPGA) et pour de nombreuses autres organisations de Lituanie, Lettonie et Estonie, il est grand temps de procéder à un alignement des paiements directs au sein de la Politique agricole commune (PAC). Lors de leur manifestation et avec le soutien de l'organisation faîtière European Milk Board (EMB), ils ont appelé l'UE à respecter l'égalité et l'équité de traitement envers les producteurs baltes. L'European Milk Board observe d'ailleurs que les agriculteurs de toute l'UE se trouvent socialement et économiquement marginalisés, en raison des crises récurrentes qui secouent leur secteur. Sa demande de mise en place d'un mécanisme efficace de gestion de crise s'adresse non seulement aux chefs d'État et de gouvernement réunis aujourd'hui à Bruxelles, mais aussi à toutes les institutions qui travaillent actuellement à la réforme de la PAC.

Les mêmes contraintes, mais pas les mêmes paiements directs

De nombreuses études montrent depuis longtemps que le prix du lait dans l'UE ne permet pas de couvrir les coûts de production. Tant que ce déficit persistera, les producteurs et productrices resteront tributaires de subventions. Toutefois, celles-ci varient entre les pays membres de l'UE. Par exemple, en 2017, les agriculteurs baltes ne percevaient que 54 à 60 pour cent de la moyenne européenne des paiements directs. Jonas Vilionis, le président de l'association lituanienne des producteurs de lait (LPGA), considère que cette différence de traitement est un problème de taille : « les paiements directs sont plus bas mais nos produits doivent répondre aux mêmes exigences. Nos agriculteurs et agricultrices doivent respecter les mêmes normes de protection de l'environnement, de bien-être animal et de sécurité des aliments que les producteurs des autres pays membres de l'UE, sans être indemnisés en conséquence. » Il existe donc un système à deux vitesses pour les producteurs de l'UE. M. Vilionis demande donc à ce que les paiements soient harmonisés. Toutefois, cela ne sera possible que si le budget de la PAC est suffisant. Il ne doit donc pas y avoir de coupes dans le budget agricole de l'UE.

Un prix du lait couvrant les coûts plutôt que des subventions

L'European Milk Board, l'organisation faîtière des producteurs de lait européens, s'oppose également à un système à deux vitesses. Dans le même temps, l'EMB souligne la nécessité de réduire la dépendance des revenus des agriculteurs aux subventions. Pour Erwin Schöpges, le président de l'EMB, il est donc très important que les agriculteurs puissent, à moyen terme, tirer leurs revenus du marché. « Nous avons besoin d'un prix du lait permettant de couvrir les coûts de production, y compris un revenu décent pour les producteurs et productrices », déclare M. Schöpges.

Des revenus plus stables grâce à des instruments de gestion de crise dans la Politique agricole commune

Le secteur laitier est particulièrement miné par les crises récurrentes qui occasionnent des déficits importants pour les producteurs. Pour l'EMB, il est donc indispensable de doter la future législation agricole d'un instrument de gestion de crise efficace, comme le **Programme de responsabilisation face au marché (PRM)**, capable de maintenir l'équilibre sur le marché du lait et d'éviter les chutes brutales du prix du lait.

Sietta van Keimpema, la vice-présidente de l'EMB, exhorte donc les institutions européennes comme la Commission, le Conseil et le Parlement à s'impliquer pour que la future Politique agricole commune soit dotée d'un instrument efficace de gestion de crise. « De nombreux responsables politiques de l'UE ont vu de leurs propres yeux à quel point les crises des dernières années ont été dévastatrices. C'est pourquoi il existe actuellement des propositions et des initiatives émanant du monde politique en faveur d'un tel instrument. Il est important que ces propositions, comme par exemple **une réduction volontaire des volumes avec plafonnement**¹ en période de crise et – pour les crises très graves – **une réduction obligatoire temporaire**², fassent désormais leur entrée dans la PAC. On aurait ainsi enfin un cadre légal permettant de réagir rapidement aux perturbations du marché. »

Nous ne pouvons plus accepter qu'un traitement injuste des agriculteurs et agricultrices soit devenu la règle dans l'UE : il

n'est pas normal que les agriculteurs baltes soient défavorisés par rapport à leurs collègues dans l'UE, ou que l'ensemble des agriculteurs de l'UE soit marginalisé face au reste de la population. C'est pourquoi la manifestation d'aujourd'hui est un signal fort en faveur d'équité et d'égalité de traitement dans l'UE. Les propositions constructives des producteurs de lait montrent la marche à suivre pour y parvenir.

Contexte : des instruments de gestion de crise importants pour la PAC

S'attaquer à l'origine des crises : combattre la surproduction

1 Réduction volontaire des volumes avec plafonnement : si le marché se trouve en crise en raison de volumes produits excédentaires, la Commission européenne peut appeler à une réduction volontaire des volumes. Les agriculteurs qui souhaitent produire moins que l'année précédente, et donc soulager le marché, se voient verser un bonus. Afin que cette réduction de la production ait un effet suffisant, celle des autres producteurs doit être plafonnée ; cela signifie que ceux-ci, sur une certaine période, ne devront pas produire davantage que sur la même période de l'année précédente.

2 Réduction obligatoire et temporaire des volumes : en cas de perturbations très importantes du marché que la réduction volontaire des volumes ne permettrait pas de compenser suffisamment, il doit être possible de déclencher une réduction obligatoire des volumes pour tous les producteurs. Toutes les exploitations devraient alors réduire leur production de 1 à 2 % par rapport à la même période de l'année précédente. À l'issue de cette période, les réductions seraient levées et les producteurs pourraient à nouveau produire à leur guise.

Veillez trouver ici des photos de l'action

Communiqué de presse de l'EMB du 20 février 2020

Pour une production laitière écologique et socialement et économiquement durable

Dans quelques années, d'après le « Pacte vert européen » (Green Deal) et des données fiables, nous connaissons les émissions de CO₂ de chaque exploitation. L'impact environnemental de l'agriculture doit être réduit au cours des cinq prochaines années mais, pour atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050, les exploitations devront continuer à investir dans de nouvelles technologies qui, à leur tour, auront un impact majeur sur les coûts de production.

© Vanessa Langer, EMB

Il est absurde d'imposer les mêmes exigences et les mêmes normes à tous les États membres de l'UE alors que les paiements directs aux différents pays continuent de connaître des écarts drastiques. Par exemple, la Lettonie a toujours les paiements directs les plus bas – les agriculteurs lettons se voient verser en moyenne 149 €/ha alors que la moyenne de l'UE est de 267 €/ha.

De manière générale, nous sommes favorables aux idées et aux réglementations sur les normes environnementales et de durabilité, mais nous ne disposons pas du même financement pour les mettre en œuvre. Ces nouvelles règles risquent de mettre les élevages dans une situation financière encore plus difficile car les exploitations ne seront tout simplement pas capables de se conformer aux nouvelles exigences. Elles n'ont pas les moyens financiers de les appliquer et la situation actuelle dans le secteur bancaire n'incite pas non plus à l'optimisme.

Ce n'est un secret pour personne que le cheptel letton se réduit d'année en année et que des exploitations sont déjà forcées à la liquidation, menacées par la faillite. Nous ne pouvons accepter que les financements européens varient entre les États membres, surtout pour des petits pays comme la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, dans un contexte d'augmentation croissante des exigences qui leur sont imposées. Nous devons nous assurer que leurs exploitations et celles du reste de l'UE jouent à armes égales.

Nous sommes persuadés qu'il faut renforcer la production et la consommation régionales au sein de l'UE et qu'il est nécessaire de réévaluer les dispositions des accords commerciaux internationaux, qui entraînent des émissions plus importantes en raison du transport et de méthodes de production plus néfastes pour l'environnement. La situation doit être passée en revue d'un œil critique afin que l'UE ne se porte pas préjudice à elle-même, en imposant des accords internationaux qui placent ses producteurs et productrices dans une position défavorable en les obligeant à atteindre des objectifs climatiques irréalistes. Après tout, il y a des limites à ce qu'un seul agriculteur peut accomplir. Concernant les importations, nous devons enfin regarder au-delà de nos propres émissions. À ce jour, personne n'a fait la comparaison entre les émissions des biens produits en UE pour le marché européen et celles des produits importés d'en dehors de l'UE. Il faut prendre en compte le cycle complet des produits importés – de la ferme aux rayons des magasins – comme on le fait pour les produits européens. Dans l'ensemble, l'UE a représenté 17 % des émissions mondiales en 2018. Toutefois, personne ne dit combien d'émissions ont été générées par l'Europe à travers sa consommation de biens produits en Asie, qui était responsable de 53 % des émissions mondiales. Si l'UE veut véritablement réduire ses émissions de CO₂, un de ses objectifs doit être de réduire ses importations. Il est absurde de penser que, pour réduire nos émissions, nous devons réduire notre production mais importer davantage, ce qui, au total, générerait encore plus de pollution au CO₂ dans le monde.

Kaspars Melnis, Conseil de coopération des organisations d'agriculteurs (LOSP)

Des veaux et des canaris

© AbL

« Un veau coûte moins cher qu'un canari » – c'est par ce titre accrocheur mais efficace que le magazine allemand « Der Spiegel » résume un problème connu depuis des mois par tous les éleveurs laitiers : le prix des veaux mâles, qui sont vendus à l'engraissement, a beaucoup baissé, et les veaux femelles non adaptées à l'élevage, comme les petites génisses ou free-martin en cas de

jumeaux, ne valent pratiquement plus rien.

veaux.

Les marchands de bestiaux du nord de l'Allemagne ne prennent plus les veaux petits et légers ; à l'agriculteur de s'en occuper. À l'évidence, ce titre a touché une corde sensible dans notre paysage médiatique, car de nombreux journaux ont repris le sujet et ont publié des articles sur la baisse du prix des

Les raisons derrière cette baisse sont multiples. Le syndicat agricole invoque les entraves à la vente et à l'exportation dans de nombreuses régions du sud de l'Allemagne, suite à l'épidémie de fièvre catarrhale. Toutefois, le manque de fourrage dans de nombreuses régions, en cette deuxième année de sécheresse, joue certainement un rôle important.

D'après le « Spiegel », le député vert allemand Friedrich Ostendorff, expert erpolitiques agricoles, voit dans ces prix un « triste effet secondaire de l'agriculture industrielle » et parle d'une « production de veaux » excessive en raison de la production intensive de lait. Pourtant, la production laitière et l'engraissement des bovins en Allemagne se font majoritairement dans des exploitations familiales ; il s'agit probablement des domaines où la transition vers l'agro-industrie est la moins avancée. D'ailleurs, la production laitière intensive a justement pour conséquence que, malgré la hausse des volumes produits, le nombre de vaches laitières, qui produisent toujours davantage, est en baisse depuis des années et qu'il naît donc de moins en moins de veaux.

Le problème n'est donc pas la surproduction mais tout au plus le fait que les veaux nés de vaches élevées pour leur rendement laitier sont peu adaptés à l'engraissement. On peut toutefois parler d'agro-industrie dans un domaine important, celui de l'engraissement spécialisé des veaux. Cette production d'une viande de veau la plus pâle possible, en prolongeant l'allaitement d'une manière fondamentalement artificielle sans ajout de fourrage grossier, est extrêmement contestable du point de vue du bien-être animal. Mais c'est un secteur fortement concentré sur quelques grands groupes, souvent établis à l'étranger, par exemple aux Pays-Bas, qui font engraisser leurs bestiaux dans des exploitations autrefois indépendantes. Par leur position sur le marché, ces quelques acheteurs déterminent largement le prix des petits veaux, car les marchands de bestiaux, et à plus forte raison les éleveurs laitiers, sont dans une position de négociation très faible face à eux.

Nous nous trouvons donc, comme dans de nombreux autres secteurs agricoles, dans le cas d'un marché qui ne joue plus son rôle. On le voit aussi au fait que, contrairement aux années précédentes, le prix des veaux ne varie presque plus au rythme des saisons et qu'il ne reflète pratiquement plus le nombre des naissances. Il serait probablement intéressant pour les responsables politiques ou les médias de procéder à une analyse de ces rapports économiques impitoyables, au lieu de tout mettre sur le dos de « l'agro-industrie » ou de l'élevage intensif. Il serait encore plus important de mener un débat de société sur ce que signifie la perte de valeur d'un être vivant et combien de temps notre société entend produire encore des denrées alimentaires à bas prix au mépris des normes environnementales, sociales et de bien-être animal.

Ottmar Ilchmann, AbL

Allemagne : des coûts de production de 43,71 ct/kg en octobre 2019 face à un prix de seulement 34,23 ct/kg

Le dernier calcul des coûts de production du lait en Allemagne montre qu'en octobre 2019, seuls 78 % de ces coûts étaient couverts. Selon les résultats de l'étude trimestrielle sur les coûts de production en Allemagne, réalisée par le BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft), les coûts de production se montaient à 43,71 ct/kg en octobre 2019 alors que le prix payé aux producteurs laitiers était de 34,23 ct/kg. Il leur manquait donc 9,48 ct/kg pour couvrir leurs coûts.

© BAL

Évolution des coûts de la production laitière en Allemagne

Vous trouverez [ici](#) l'évolution des coûts de la production laitière en Allemagne de 2009 à octobre 2019.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)

Le rapport prix-coût illustre la mesure dans laquelle le prix du lait couvre les coûts de production. En octobre 2019, le prix du lait n'a permis aux producteurs et productrices de couvrir que 78 % de leurs coûts de production ; la part non couverte des coûts est donc de 22 %.

Le graphique ci-dessous illustre ce déficit depuis 2009.

Indice laitier MMI (*Milk Marker Index*)

L'indice MMI montre l'évolution des coûts dans la production laitière. En octobre 2019, le MMI avait une valeur de 106, ce qui signifie que les coûts de production des exploitations laitières ont augmenté de 6 % par rapport à l'année de référence 2015=100.

Voyez ci-dessous l'évolution de l'indice MMI dans le temps :

Nouveau : étude sur les coûts de production du lait bio

Depuis novembre 2019, des informations sur les coûts de production du lait dans le secteur bio en Allemagne sont disponibles (période : de 2011 à l'année fiscale clôturée le plus récemment). L'étude est disponible [ici](#) (uniquement en allemand).

Étude sur les coûts de production de six des principaux pays producteurs de lait

Des calculs des coûts sont aussi effectués régulièrement dans cinq autres pays que l'Allemagne. Ceux-ci révèlent également que le prix que reçoivent les producteurs et productrices de lait ne leur permet pas de couvrir leurs coûts de production.

L'étude sur les coûts de production du lait en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas en 2017 est disponible [ici](#).

On observe un manque à gagner chronique dans la production laitière – comment y remédier ?

L'European Milk Board propose d'ancrer dans la législation un instrument de gestion de crise capable d'agir contre le déficit chronique dans la production laitière. Le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) observe et réagit aux signaux du marché en ajustant la production.

Lisez [ici](#) une brève description du Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB.

Télécharger la fiche descriptive

Communiqué de presse de l'EMB du 15 janvier 2020

APROLEP fête ses 10 ans et prépare l'avenir du secteur laitier

APROLEP, l'Association des producteurs de lait du Portugal, a organisé un déjeuner-débat auquel ont participé environ 70 producteurs et productrices de lait de tout le pays le 7 janvier à Benavente. Parmi les intervenants figuraient Pedro Pimentel, directeur général de Centromarca, et David Gouveia, Directeur des services de compétitivité au Bureau de la planification et des politiques du ministère portugais de l'Agriculture (GPP).

« Quel avenir pour le marché laitier ? » était le thème central de la présentation de Pedro Pimentel. Malgré des fluctuations conjoncturelles, l'avenir du secteur laitier au niveau mondial est prometteur. Au Portugal, la consommation de lait UHT a diminué, mais la consommation de fromage a augmenté bien qu'elle reste inférieure à la moyenne de l'UE. « La qualité nutritionnelle du lait et des produits laitiers est incontestable, mais il est nécessaire de valoriser son origine et de mener un travail de sensibilisation avec le soutien de la communauté scientifique et une communication ciblée. »

« La production laitière dans la PAC post-2020 » a été abordée par David Gouveia. Il a présenté le plan stratégique pour la prochaine Politique agricole commune, dont les principaux objectifs sont « de promouvoir un secteur agricole intelligent, résilient et diversifié garantissant la sécurité alimentaire » et « de contribuer à la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. »

Bien que la nouvelle PAC n'ait pas encore été définie et ne sera pas mise en œuvre avant 2022, APROLEP considère qu'il est important de mettre en garde contre la réduction probable des aides au revenu des producteurs de lait, mais réaffirme une fois de plus sa position habituelle : les producteurs et productrices ne veulent pas dépendre de subventions pour compenser les crises permanentes. Ils veulent vivre de leur travail grâce à un prix du lait équitable. Pour cette raison, APROLEP estime que le soutien aux investissements devrait contribuer à une production plus efficace, durable et adaptée aux besoins du marché. De plus, les services environnementaux fournis par les agriculteurs tels que la séquestration du carbone et toutes les contributions à l'atténuation du changement climatique devraient également être rémunérés via la PAC.

Ce déjeuner-débat a été la première réunion de cette dimension organisée par APROLEP au sud du Portugal. Il s'agit en outre de la première initiative pour célébrer les dix ans d'existence de l'association qui a pour mission de « défendre les intérêts des producteurs et productrices de lait par l'union des efforts, le partage de connaissances et d'expériences et la solidarité entre producteurs. »

Carlos Neves, APROLEP

« Die faire Milch » en Allemagne

Dans les éditions précédentes du bulletin, le lait équitable suisse, français et luxembourgeois ont été présentés. Ce mois-ci, les producteurs et productrices de lait allemands donnent un aperçu de leur projet de lait équitable.

Die faire Milch est connu depuis de longues années auprès des consommateurs allemands pour ses normes de production durable. Les participants de la marque sont des exploitations familiales allemandes et s'engagent, par exemple, à ne pas utiliser d'aliments pour bétail d'outre-mer ou aux OGM.

En tant que première marque de l'alimentation en Allemagne, *Die faire Milch* s'engage pour un élevage proportionnel à la surface des terres afin de préserver le bien-être de l'animal et les pâturages. C'est un gage supplémentaire de ses normes de qualité déjà élevées en faveur d'une production durable.

« Avec notre réglementation sur la densité d'occupation du bétail, nous empêchons de façon efficace l'utilisation excessive et immodérée des engrais sur les terres agricoles », explique Ralf Ehret, consommateur et membre de la coopérative. Les circuits régionaux s'en trouvent ainsi renforcés. D'après Ehret, la réglementation contribue par ailleurs au bien-être des vaches sur le long terme.

À l'heure actuelle, on trouve dans le commerce trois sortes de lait de cette marque avec des teneurs en matières grasses différentes, également du lait sans lactose. Nos sortes de fromage (un fromage à pâte demi-molle, un fromage de montagne et de l'emmental) sont les nouveaux venus de la gamme. Notre marque propose également du lait chocolaté en petites briques.

La valeur ajoutée engendrée par le projet va aux agriculteurs et agricultrices qui participent au programme *Die faire Milch*. Tous les noms des participants sont publiés sur notre site web afin d'assurer la plus grande transparence possible vis-à-vis des consommateurs.

Plus d'informations sur www.diefairemilch.de

Michael Braun et le bureau de l'EMB